

MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DES AMENAGEMENTS
HYDRO-AGRIQUES ET DE LA MECANISATION

SECRETARIAT GENERAL

PROJET NEER-TAMBA

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL

*Avis à Manifestation d'intérêt N°2021-013M/MAAHM/SG/PROJET NEER-TAMBA du
02/12/2021*

*Réalisation d'une étude sur la rentabilité économique des filières promues par le Projet en
lien avec les coûts des infrastructures et des équipements*

Financement : Accord de Don FIDA N°. I-DSF- 8111-BF du 04 février 2013

Prêt N°.I-895-BF et Don N°.I-DSF-8111A-BF du 07 Avril 2014

1. La présente sollicitation de manifestations d'intérêt fait suite au plan de passation des marchés publics de l'année 2021 du PROJET NEER-TAMBA.
2. Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet NEER-TAMBA, financé par les accords de Don (I-DSF-BF, I-DSF-8111A-BF et 20000001662/FEM-PAI) et de prêt I-DSF-895-BF, l'Unité de Gestion du Projet (UGP) à l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du marché de services de prestations intellectuelles : *Réalisation d'une étude sur la rentabilité économique des filières promues par le Projet en lien avec les coûts des infrastructures et des équipements.*
3. Description des prestations. Les services comprennent entre autres **le Diagnostic des forces, des faiblesses opportunités et menaces du maillon production des filières promues ; le Recensement et l'évaluation des couts des différentes infrastructures et équipements de production des filières promues selon le sexe et l'âge ; l'analyse de l'usage des infrastructures socioéconomiques des filières promues.**
4. Critères d'évaluation. Le **PROJET NEER-TAMBA** invite, par le présent avis à manifestation d'intérêt, les **consultants individuels** intéressés à présenter leurs manifestations d'intérêt sous plis fermés et un candidat (en l'occurrence le plus expérimenté) sera sélectionné conformément aux directives du FIDA et aux dispositions du décret N°2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 1er février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public.
5. Les candidatures seront évaluées sur la base des critères ci-après :

- **les qualifications du candidat**¹ avoir au moins un niveau bac + 4 en développement rural, en économie ou socio-économie ou agro-économie ou un profil similaire, avec au moins cinq (05) ans d'expérience générale;
 - **les références du candidat** concernant l'exécution de marchés similaires : avoir réalisé au moins une (01) expérience spécifique dans la réalisation d'études sur les filières et/ou dans la réalisation d'études d'évaluation de rentabilité/de performance en général;
6. Informations supplémentaires. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des documents de référence à l'adresse suivante : **Projet NEER-TAMBA sis à Ouaga 2000 côté Nord de Joly Hôtel, Adresse : 15 BP 233 Ouagadougou 15 Téléphone : 63 82 00 00/ 78 05 24 42** et aux heures suivantes du **lundi au vendredi de 08h00mn à 16h00 mn** ou sur le site du Projet NEER-TAMBA www.neertamba.org.
7. Composition, date et lieu de dépôt. Les manifestations d'intérêt sont composées comme suit :
- la lettre de manifestation d'intérêt adressée à Monsieur le Coordonnateur du PROJET NEER-TAMBA ;
 - le CV daté et signé mettant en exergue les expériences spécifiques conformément au modèle joint ;
 - le diplôme légalisé ;
 - les preuves de références similaires (joindre les copies de la page de garde et de signature des contrats ainsi que les attestations de service fait ou de bonne fin).

Elles doivent être déposées à l'adresse ci-après au **secrétariat du Projet NEER-TAMBA sis à Ouaga 2000 côté Nord de Joly Hôtel, Adresse : 15 BP 233 Ouagadougou 15 Téléphone : : 63 82 00 00/ 78 05 24 42** au plus tard le **mardi 14 décembre 2021 à 09h00mn**.

NB : la consultation du présent avis à manifestation d'intérêt ainsi que les termes de références y relatifs peut se faire sur le site du Projet NEER-TAMBA : www.neertamba.org .

Ouagadougou, le 02 décembre 2021

Pour le Coordonnateur et P/I
le Responsable du Suivi-
Evaluation

Moussa OUEDRAOGO

¹ joindre le CV daté et signé conformément au modèle, le diplôme légalisé

Modèle de Curriculum vitae (cv) du consultant individuel

1. Etat civil

- Nom et prénom (s),
- Profession,
- Date de naissance,
- Nationalité,
- Adresse postale,
- Téléphone,
- E-mail.

2. Fonctions actuelles [Indiquer les fonctions et postes occupés actuellement]

3. Principales qualifications [Domaines de compétences et nombre d'années d'expériences]

4. Education [Indiquer les études universitaires et autres études spécialisées de l'employé ainsi que les noms des institutions fréquentées, les diplômes obtenus et les dates auxquelles ils l'ont été du plus récent au plus ancien]

5. Affiliation à des associations/groupements professionnels _____

6. Autres formations [Indiquer toute autre formation reçue depuis 4 ci-dessus] _____

7. Pays où le candidat a travaillé [Donner la liste des pays ou le candidat a travaillé au cours des 10 dernières années] :

8. Langues : [*Indiquer pour chacune le degré de connaissance : bon, moyen, médiocre pour ce qui est de la langue parlée, lue et écrite*]

9. Expérience professionnelle : [*En commençant par son poste actuel, donner la liste par ordre chronologique inverse de tous les emplois exercés par le candidat depuis la fin de ses études. Pour chaque emploi (voir le formulaire ci-dessous), donner les dates, le nom de l'employeur et le poste occupé.*]

Depuis [année] _____ jusqu'à [année] _____

Employeur : _____

Poste : _____

10. Expérience du candidat qui illustre le mieux sa compétence	11. Détail des tâches exécutées
<p data-bbox="199 996 877 1142"><i>[Donner notamment les informations suivantes qui illustrent au mieux la compétence professionnelle du candidat pour les tâches mentionnées au point 10]</i></p> <p data-bbox="199 1220 877 1265">Nom du projet ou de la mission : _____</p> <p data-bbox="199 1377 877 1422">Année : _____ _____</p> <p data-bbox="199 1534 877 1579">Lieu : _____ _____</p> <p data-bbox="199 1646 877 1691">Principales caractéristiques du projet : _____</p> <p data-bbox="199 1736 877 1780">Poste : _____ _____</p> <p data-bbox="199 1892 877 1937">Activités : _____</p>	<p data-bbox="901 1019 1420 1097"><i>[Indiquer toutes les tâches exécutées pour chaque mission]</i></p>

12. Attestation :

Je, soussigné, certifie, en toute conscience, que les renseignements ci-dessus rendent fidèlement compte de ma situation, de mes qualifications et de mon expérience.

_____ Date : _____
[Signature du consultant] *Jour/mois/année*

CRITERES DE SELECTION DES CONSULTANTS

La méthode de sélection du consultant est conforme à la procédure de qualification du consultant individuel (QCI) et sera fondée sur les critères suivants :

- Le niveau d'étude et de qualification ;
- les expériences spécifiques :
 - o dans la conduite d'études sur les filières (**critère principal**);
 - o dans la conduite d'études d'évaluation de rentabilité/performance en général (**critère secondaire**).

Un candidat (en l'occurrence le plus expérimenté) sera sélectionné conformément aux directives du FIDA et aux dispositions du décret N°2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 1er février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public.

A REMPLIR OBLIGATOIREMENT PAR LES CANDIDATS SOUS PEINE DE REJET DE LA CANDIDATURE

Formulaire d'auto-certification

Le présent formulaire d'auto-certification doit être rempli par le soumissionnaire. Le soumissionnaire doit ensuite le renvoyer, accompagné de l'offre/la proposition au **Projet NEER-TAMBA**. Les instructions à suivre pour remplir le formulaire figurent ci-après.

Dénomination sociale du soumissionnaire:	
Nom et fonction du représentant légal du soumissionnaire:	
Titre du marché:	
Date:	

Je certifie par la présente que je suis le représentant autorisé de **[Nom du soumissionnaire]** et certifie également que les informations fournies dans le présent formulaire sont véridiques et exactes à tous égards importants. Je comprends que toute anomalie significative, fausse déclaration ou non-transmission d'informations requises par le présent formulaire peut entraîner des sanctions et des recours, y compris l'interdiction permanente de participer à des activités ou des opérations financées ou gérées par le FIDA, conformément aux Directives du FIDA relatives à la passation des marchés, au Manuel de passation des marchés du FIDA ainsi qu'à toutes les autres politiques et procédures applicables du FIDA, y compris la **Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations** (disponible à l'adresse www.ifad.org/anticorruption_policy).

Signature autorisée: _____ Date: _____

Nom du signataire en lettres capitales: _____

- Le soumissionnaire certifie que lui-même, son/ses propriétaire(s), ses agents, sous-consultants, sous-traitants, partenaires de consortium ou de coentreprise n'ont recours à **AUCUNE** pratique frauduleuse, ni à **AUCUN** fait de corruption, de collusion, de coercition ou d'obstruction en lien avec la présente procédure de passation de marchés.
- Le soumissionnaire certifie que lui-même, son/ses propriétaire(s), ses agents, sous-consultants, sous-traitants, partenaires de consortium ou de coentreprise ne font l'objet d'**AUCUNE** condamnation pénale, sanction administrative ou suspension temporaire liée à des pratiques frauduleuses ou fait de corruption, de collusion, de coercition ou d'obstruction.
- Le soumissionnaire certifie que lui-même, son/ses propriétaire(s), ses agents, sous-consultants, sous-traitants, partenaires de consortium ou de coentreprise ne font l'objet d'**AUCUNE** exclusion relevant de l'Accord d'exécution mutuelle des décisions d'exclusion².
- Le soumissionnaire certifie qu'il n'existe aucun conflit d'intérêts³, avéré ou potentiel, susceptible d'influer sur sa capacité à agir dans l'intérêt du **Projet NEER-TAMBA** ou du Fonds, s'agissant de lui-même, de son/ses propriétaire(s), ses agents, de sous-consultants, de sous-traitants, ou encore de partenaires de consortium ou de coentreprise.
- Le soumissionnaire certifie qu'**AUCUNE** gratification (ni aucun frais, cadeau, commission ou autre élément de valeur) n'a été payée ou donnée, ou ne sera payée ou donnée, dans le cadre de la présente procédure d'appel d'offres.

OU

- [À remplir si la case précédente n'a pas été cochée]**
Le soumissionnaire déclare que les gratifications, frais, commissions, cadeaux ou autres éléments de valeur suivants ont été payés ou versés, ou seront payés ou versés, dans le cadre de la présente procédure d'appel d'offres:
 - [Nom du bénéficiaire/Adresse/Date/Justification/Montant]
 - [Nom du bénéficiaire/Adresse/Date/Justification/Montant]
 - [Nom du bénéficiaire/Adresse/Date/Justification/Montant]

² Accord conclu avec le Groupe de la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement, la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Pour plus d'informations, consulter les données à l'adresse suivante: <http://crossdebarment.org/>.

³ Il y a conflit d'intérêts lorsque les intérêts privés ou personnels d'un soumissionnaire peuvent influencer ou paraître influencer sur l'exercice impartial et objectif de ses tâches. Par intérêts privés ou personnels, on entend les situations dans lesquelles un soumissionnaire semble bénéficier indûment, de manière directe ou indirecte, ou permettre à un tiers de bénéficier indûment, de ses liens avec une entreprise ou un organisme travaillant directement ou indirectement pour le projet.

INSTRUCTIONS À SUIVRE POUR REMPLIR LE FORMULAIRE D'AUTOCERTIFICATION

Le soumissionnaire s'engage à vérifier que lui-même, son/ses propriétaire(s), ses agents, sous-consultants, sous-traitants, partenaires de consortium ou de coentreprise ne font l'objet d'**AUCUNE** exclusion relevant de l'Accord d'exécution mutuelle des décisions d'exclusion.

Le soumissionnaire s'engage à suivre la procédure décrite ci-après pour vérifier que lui-même, son/ses propriétaire(s), ses agents, sous-consultants, sous-traitants, partenaires de consortium ou de coentreprise ne figurent **PAS** sur la liste des entreprises et des individus non admissibles de la Banque mondiale (accessible à l'adresse suivante: <https://www.worldbank.org/en/projects-operations/procurement/debarred-firms>) en raison d'une "exclusion croisée".

La liste de la Banque mondiale des entreprises et des individus non admissibles est une base de données qui peut être consultée si l'on souhaite savoir si une personne ou une entreprise est admissible.

Le soumissionnaire doit imprimer, dater et joindre au présent formulaire d'autocertification la/les page(s) de résultats, avec la mention "Absence d'exclusion".

Si un/des résultat(s) s'avère(nt) défavorable(s) (c'est-à-dire si la/les page(s) de résultats montre(nt) qu'un ou plusieurs individus ou une ou plusieurs entités, soumissionnaire y compris, ne sont pas admissibles parce qu'ils font l'objet d'une exclusion croisée) et que le soumissionnaire estime qu'il s'agit d'un "résultat positif erroné", il doit immédiatement en informer le **Projet NEER-TAMBA**.

TERMES DE REFERENCE



BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice



**MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DES AMENAGEMENTS HYDRO-AGRIcoles ET DE
LA MECANISATION**

.....
SECRETARIAT GENERAL

.....
**PROJET DE GESTION PARTICIPATIVE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE
DEVELOPPEMENT RURAL DU NORD, CENTRE-NORD ET EST
"PROJET NEER-TAMBA"
15 BP 233 Ouagadougou 15**

Tél : 25 37 47 44

Site web : www.neertamba.org

**TERMES DE REFERENCE RELATIFS
AU RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL POUR LA
REALISATION D'UNE ETUDE SUR LA RENTABILITE ECONOMIQUE
DES FILIERES PROMUES PAR LE PROJET EN LIEN AVEC LES COUTS
DES INFRASTRUCTURES ET DES EQUIPEMENTS**

Activité 4.2.58 du PTBA 2021 et SC-61 du PPM 2021



Investir dans les populations rurales

DECEMBRE 2021

I. PRESENTATION DU PROJET NEER-TAMBA

Le Gouvernement du Burkina Faso (« GoBF ») et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) ont signé les accords de Don (I-DSF-BF, I-DSF-8111A-BF et 20000001662/FEM) et de prêt I-DSF-895-BF en vue du financement du Projet de gestion participative des ressources naturelles et de développement rural au Nord, Centre -Nord et Est, dit Projet « Neer-Tamba ».

L'objectif général du Projet « Neer-Tamba » est l'amélioration des conditions de vie et des revenus des populations rurales les plus défavorisées. Son objectif spécifique est d'appuyer les populations cibles à construire et renforcer leur autonomie et leur capacité à jouer un rôle moteur croissant, pleinement reconnu par les autres acteurs, dans la construction d'un tissu économique et social durable. Pour cela, le Projet intervient sur les trois axes suivants : (i) l'accroissement de la résilience des ménages, des exploitations et des villages face aux aléas climatiques; (ii) l'accession des ménages à une capacité d'autonomie économique et financière suffisante pour leur permettre, au sein de leur milieu rural de résidence, de se projeter mieux vers l'avenir; (iii) la construction et le renforcement d'un tissu social et économique favorable et incitatif à cette prise d'autonomie, dont les populations cibles seront des acteurs/partenaires à part entière.

La zone du Projet est constituée des trois régions de l'Est, du Centre-Nord et du Nord. La région de l'Est compte cinq provinces (Gnagna, Gourma, Komondjari, Kompienga et Tapoa), 5 communes urbaines, 22 communes rurales. Celle du Centre-Nord compte trois provinces (Bam, Namentenga, Sanmatenga), 3 communes urbaines, 25 communes rurales. La région du Nord comprend 4 provinces (Loroum, Passoré, Yatenga, et Zoncoma), 4 communes urbaines et 27 communes rurales. Ainsi, le projet devra intervenir sur les 12 provinces des trois régions soient un total de 86 communes et d'environ 2300 villages. La zone d'intervention fait partie de la partie la plus vulnérable du pays et couvre la zone d'intervention de précédents projets financés par le FIDA.

Les bénéficiaires du projet sont constitués des ménages des trois régions d'intervention. Ainsi, la population ciblée par le Projet (estimée à 190 000 ménages, soit environ 1 250 000 personnes) est constituée des ménages ruraux touchés par la pauvreté monétaire et par l'insécurité alimentaire, soit un peu plus de la moitié (53,4%) des ménages de la zone du Projet (46% pour le Nord, 38% pour le Centre-Nord et 31% pour l'Est).

Dans le but de mieux organiser l'intervention du projet sur le terrain, le projet Neer-Tamba est structuré en quatre composantes dont la composante **Gestion, administration et suivi-évaluation** et les trois composantes techniques suivantes :

- **Composante I : Petits aménagements fonciers villageois** : Cette composante vise à améliorer la résilience des ménages/exploitations familiales face aux aléas climatiques mais aussi à contribuer à créer ou renforcer leur autonomie financière. Cette composante comprend :
 - un volet aménagement et

- un volet foncier et ciblage. Les cibles majeures attendues sont les suivantes.
 - 6484 ha de bas-fonds sont mis en culture,
 - 496 ha de terres sont cultivés en maraîchage,
 - 32 000 ha de terres (superficies additionnelles) sont récupérés et les femmes et les jeunes ont un accès à la terre plus durable.
- **Composante II : Intensification des petites exploitations et valorisation de leurs productions :** L'objectif de la composante est de contribuer à la mise en valeur des aménagements fonciers, mais aussi et plus largement à l'intensification, la diversification et la valorisation des productions agro-sylvo-pastorales des populations cibles. Elle est structurée autour de trois sous-composantes :
 - Le renforcement de l'offre de services d'appui-conseil ;
 - L'appui aux initiatives locales de développement de la production agricole, de l'élevage ou de valorisation des ressources naturelles ;
 - La création d'un Fonds d'investissement pour micro-projets respectueux de l'environnement ou promoteurs de l'utilisation d'énergies renouvelables. Les cibles majeures attendues sont les suivantes :
 - 64 000 personnes accèdent à l'appui-conseil,
 - le Fonds d'Appui et le Fonds d'Investissement contribuent à 3 736 micro-projets,
 - la production annuelle est de 8 000 tonnes de sorgho, 25 000 tonnes de riz et 16 000 tonnes de produits maraîchers.
- **Composante III : Structuration des acteurs et leur mise en réseaux :** Cette composante a pour objectif de renforcer les capacités des populations cibles, des organisations rurales et des élus locaux ainsi que celui des cadres multi-acteurs et d'apporter un appui institutionnel aux Chambres Régionales d'Agriculture (CRA) et aux Directions Régionales (DR). Elle comprend quatre sous-composantes :
 - Le renforcement des capacités des populations cibles, des organisations rurales et des élus locaux ;
 - L'appui institutionnel aux chambres régionales d'agriculture (CRA) ;
 - L'appui institutionnel aux Directions Régionales (DR) ;
 - Le renforcement des capacités des cadres multi-acteurs (national et régional).
 - 29 000 personnes auront accès à une alphabétisation fonctionnelle,
 - 15 000 personnes auront accès au programme IEC ;
 - les organisations rurales/conseils villageois de développement sont appuyés à la demande ;
 - Les 03 CRA seront renforcées dans les domaines opérationnels, administratifs et financiers ;
 - les 09 DR seront renforcées pour assumer leurs fonctions régaliennes.

II. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Projet Neer-Tamba, approuvé le 13 décembre 2012, est entré en vigueur le 30 août 2013 pour une durée de de 8 ans et le premier décaissement a eu lieu en octobre 2014. Ainsi, l'année 2015 a été la première année de mise en œuvre du projet, une année d'opérationnalisation de l'Unité de Gestion du Projet.

Après quelques années de mise en œuvre, il a été réalisé du 28 mai au 15 juin 2018 une revue à mi-parcours afin de prendre des décisions stratégiques et recadrer le Projet pour lui permettre d'atteindre les résultats escomptés. Aussi, des recommandations ont été formulées dont entre autres :

- Renforcer les activités d'aménagements des terres et de mobilisation de l'eau, considérées comme porte d'entrée. Tous les travaux d'aménagements devront être achevés et réceptionnés au plus tard en 2020 pour permettre un accompagnement dans la mise en valeur pendant au moins 2 ans avant la fin du Projet.
- Apporter un appui plus soutenu à la bonne mise en valeur des terres aménagées par un appui systématique en intrants en première année d'exploitation et un accompagnement pour tous les exploitants des sites aménagés. Cette systématisation permettra de simplifier le dispositif d'intervention.

La mise en œuvre de ces recommandations a entraîné une restructuration de la composante 1 en ***centrant les interventions du Projet sur les activités qui offrent le plus fort potentiel en matière d'amélioration et de sécurisation de la base productive des ménages*** tout en simplifiant le dispositif d'intervention et en réduisant la longueur des chaînes d'intervention. C'est pourquoi il est prévu dans les PTBA et réalisé annuellement des infrastructures structurantes de production et de conservation de la production agricole que sont les Bas-Fonds, les Périmètres Maraîchers, les CES/DRS, les Boulis et les Magasins de stockage. Ces infrastructures permettront d'améliorer la résilience des ménages/exploitations familiales face aux aléas climatiques mais aussi à contribuer à créer ou renforcer leur autonomie financière par leurs bonnes utilisations et ou mise en valeur.

Au niveau de la composante 2, la mise en œuvre des recommandations a permis de recentrer l'appui à la mise en valeur sur les filières/produits promus au niveau des actions d'aménagement avec le riz dans les bas-fonds ; l'oignon, la tomate et la pomme de terre dans les périmètres maraichers ; le sorgho, le mil et le niébé sur les hautes terres. Ces appuis visent un double objectif de répondre aux besoins des membres et d'évoluer vers une autonomisation financière qui assurera la pérennisation des appuis du projet.

Poursuivant dans l'exécution du projet, la septième mission de supervision du Projet qui s'est déroulée du 5 au 23 octobre 2020, a relevé que le Projet a entrepris la construction de 12 magasins de stockage de riz et de 13 conserveries d'oignon, pour permettre aux bénéficiaires de ne pas brader leur production à la récolte, de réduire les pertes post récolte et d'améliorer la qualité des produits. Elle a relevé également des coûts d'investissement élevés pour les équipements d'irrigation (forage à pompage solaire et micro-irrigation) même si les technologies adoptées ont fait l'objet d'étude économique qui certifient leurs rentabilités.

L'aide-mémoire de cette septième mission de supervision fait remarquer que le Projet devrait chercher à compenser les retards dans les aménagements, qui vont limiter ses performances en termes de rentabilité économique, par une meilleure productivité sur l'ensemble des sites

aménagés. En effet, les effets économiques du Projet sont encore peu perceptibles en raison du retard dans la réalisation d'une partie des investissements et des appuis. Aussi, depuis le début du projet les rendements de riz croissent d'année en année, passant de 900kg/ha en 2017 à 2,6 t/ha en 2020 mais ils restent inférieurs aux prévisions et aux potentialités. Ceux du maïs sont erratiques et culminent à 1,6 T/ha en 2020. Les rendements des cultures maraichères (oignon et tomate) stagnent également autour de 24 T /ha contre 28 T/ha ciblés pour l'oignon et 25 T ha pour la tomate.

C'est au regard de tout cela que la septième mission de supervision a recommandé de conduire une étude sur la rentabilité économique pour les différentes filières promues sur la base des résultats obtenus avec l'appui du Projet et en tenant compte de la réalité des coûts des infrastructures et des équipements d'une part et des bénéfices d'autre part. Les présents TDR sont élaborés en vue de recruter un consultant individuel pour réaliser ladite étude.

III. OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS DE LA PRESTATION

L'objectif global de la présente étude est d'évaluer de façon qualitative et quantitative la rentabilité économique des filières promues par le projet en lien avec les coûts des infrastructures et équipements et des bénéfices.

De façon spécifique, il s'agira de/d' :

- Faire une recherche bibliographique afin de permettre au Projet de capitaliser les résultats relatifs à des études antérieures sur la même thématique ;
- Faire la typologie des producteurs des filières promues ;
- Déterminer et caractériser les modes et les stratégies d'accès aux facteurs de production des filières promues selon le sexe et l'âge ;
- Diagnostiquer les forces, faiblesses opportunités et menaces du maillon production des filières promues;
- Recenser et évaluer les couts des différentes infrastructures et équipements de production des filières promues selon le sexe et l'âge ;
- Analyser l'usage des infrastructures socioéconomiques des filières promues ;
- Dresser les comptes d'exploitation des systèmes de productions des filières promues ;
- Analyser la rentabilité des systèmes de production des filières promues et formuler des recommandations pour leur optimisation et leur durabilité.

Les résultats attendus sont les suivants :

- une recherche bibliographique est faite afin de permettre au Projet de capitaliser les résultats relatifs à des études antérieures sur la même thématique ;
- la typologie des producteurs des filières promues est faite ;
- les modes et les stratégies d'accès aux facteurs de production des filières promues sont déterminés et caractérisés selon le sexe et l'âge ;
- les forces, faiblesses opportunités et menaces du maillon production des filières promues sont diagnostiquées ;
- les différentes infrastructures et équipements de production des filières promues sont recensés et les coûts sont évalués selon le sexe et l'âge ;
- l'usage des infrastructures socioéconomiques des filières promues est analysé ;

- les comptes d'exploitation des systèmes de productions des filières promues sont dressés ;
- la rentabilité des systèmes de production des filières promues est analysée et des recommandations pour leur optimisation et leur durabilité sont formulées .

IV. DESCRIPTION DES TACHES

Les principales tâches afférentes à la mission que le consultant devrait exécutées sont les suivantes :

- animer la rencontre de cadrage avec l'Unité de Gestion du Projet (UGP) : elle serait l'occasion, pour le consultant, de mieux préciser les attentes du commanditaire mais aussi de formuler ses besoins en matière de documentation, de facilitation de la prestation, etc. ;
- exploiter toute documentation à même de contribuer à une bonne réalisation de la prestation : Document de Conception du Projet, divers rapports d'études et d'enquêtes d'effets, rapports spécifiques en matière d'évaluation de rentabilité des filières ainsi que d'infrastructure et équipements), etc. ;
- proposer un questionnaire pour les enquêtes et un échantillonnage des sites à enquêter ;
- rencontrer, échanger et conduire des interviews avec les acteurs du maillon de production et usagers des infrastructures et équipements de productions des filières promues ;
- analyser l'usage des infrastructures réalisées ;
- collecter, traiter et analyser les données en lien avec l'objet de l'étude ;
- élaborer les versions provisoire et définitive du rapport d'étude ;
- animer la rencontre de validation du rapport d'étude.

V. CRITERES DE SELECTION

La méthode de sélection du consultant est conforme à la procédure de qualification du consultant individuel (QCI), un candidat (en l'occurrence le plus expérimenté) spécialisé en développement rural, en économie ou socio-économie ou agro-économie ou dans un profil similaire sera sélectionné conformément aux directives du FIDA et aux dispositions de l'article 69 du décret N°2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 1er février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public au regard de leurs expériences dans la conduite des études d'évaluation et de rentabilité d'effets et impacts de projets.

Critère principal : conduite des études sur les filières ;

Critère subsidiaire (à départager en cas d'exæquo) : conduite d'études d'évaluation de rentabilité/performance en général.

Le consultant le plus expérimenté sera retenu et sera invité à faire une proposition technique et financière, puis à négocier le contrat.

VI. PROFIL ET EXPERIENCE DU CONSULTANT

Le profil du consultant répondra au mieux aux caractéristiques suivantes :

- avoir au moins un niveau bac + 4 au moins en développement rural, en économie ou socio-économie ou agro-économie (joindre obligatoirement une copie du diplôme) ;
- avoir au moins cinq (05) années d'expériences générale ;
- disposer d'au moins une (01) expérience spécifique dans la réalisation d'études sur les filières et/ou dans la réalisation d'études d'évaluation de rentabilité/de performance en général (joindre obligatoirement des copies des pages de garde et de signature des contrats des expériences similaires ainsi que celles des attestations de bonne fin).

VII. CALENDRIER DE TRAVAIL PREVISIONNEL

Le consultant individuel proposera un calendrier prévisionnel de travail en tenant compte de la durée maximale de la prestation qui est de **quatre-vingt-dix (90) jours calendaires** à compter de la date de notification de l'ordre de service. Toutefois, le niveau d'effort de la prestation ne saurait excéder **soixante-dix (70) hommes/jour** y compris celui d'un consultant assistant s'il y'a lieu. Le démarrage des prestations est prévue en janvier 2022 et la version définitive du rapport souhaitée pour fin mars 2022.

VIII. PRODUITS À FOURNIR

Le consultant déposera:

- les documents de travail suivants :
 - un calendrier de travail mis à jour pour l'atelier de cadrage ;
 - un guide d'enquête décrivant la stratégie d'échantillonnage, les instruments de collecte de données et la méthodologie de saisie de données ;
 - le questionnaire final incluant le format électronique ;
 - la liste des bénéficiaires interviewer et la liste des sites enquêtés.

- les livrables de l'étude que sont :
 - un rapport de démarrage avec une mise à jour de la méthodologie, le calendrier et l'organisation de l'étude dans les **dix (10) jours** calendaires après le démarrage ;
 - un rapport provisoire de l'étude en trois (03) exemplaires sur support papier plus un support numérique à la fin de la prestation. Des observations et amendements seront transmis en vue de l'élaboration d'une version améliorée qui fera l'objet d'un atelier de validation au plus tard dans les **quatre-vingt-trois (83) jours** calendaires après le démarrage de la mission ;
 - un rapport définitif de l'étude en trois (03) exemplaires sur support papier plus un support numérique, **sept (07) jours** calendaires après la tenue de l'atelier de validation.

IX. DOSSIER DE CANDIDATURE

Les manifestations d'intérêt sont composées comme suit :

- la lettre de manifestation d'intérêt adressée à Monsieur le Coordonnateur du Projet NEER-TAMBA ;
- un Curriculum vitae daté et signé mettant en exergue les expériences spécifiques ;
- La copie du diplôme requis ;
- les preuves de références similaires.

N.B : les manifestations d'intérêts seront déposées sous pli fermé comportant la mention « **Manifestation d'intérêt pour la réalisation d'une étude sur la rentabilité économique des filières promues par le Projet en lien avec les coûts des infrastructures et des équipements** ».

X. LIEU DE TENUE DE L'ATELIER DE VALIDATION ET PARTICIPANTS

L'atelier de validation se tiendra à Ouagadougou et regroupera environ 50 participants.

NB : Nonobstant les honoraires du consultant individuel (et de son assistant, le cas échéant), **la proposition financière du consultant** prendra en compte ses perdiems, ainsi que les autres frais remboursables **excepté la location de la salle et la restauration des participants**.